



Potentiel et limites de l'économie sociale et solidaire

CONFÉRENCE DE L'UNRISD ORGANISÉE CONJOINTEMENT AVEC LE BIT

Des crises mondiales à répétition et l'inquiétude croissante que suscitent les conséquences sociales et environnementales d'un développement dicté par le marché et les grandes sociétés ont provoqué un regain d'intérêt pour des modes "alternatifs" de production, de financement et de consommation. L'économie sociale et solidaire (ESS), expression qui a le vent en poupe dans de nombreuses régions et enceintes à travers le monde, retient de plus en plus l'attention.

Du 6 au 8 mai 2013, l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a organisé avec le Bureau international du Travail (BIT) une conférence sur le thème Potentiel et limites de l'économie sociale et solidaire, qui avait pour principaux objectifs:

- de procéder à une analyse critique du rôle de l'ESS dans le développement solidaire et durable;
- de mettre davantage en lumière les débats sur l'ESS dans le système des Nations Unies et ailleurs; et
- d'apporter des éléments de réflexion sur le programme de développement de l'après-2015 en signalant à l'attention des décideurs les principales conclusions et recommandations des chercheurs ayant travaillé sur l'ESS à travers le monde.

Plus de 50 intervenants ont présenté des communications pendant les 11 séances de la conférence (voir encadré) et les manifestations parallèles. Les intervenants ont été sélectionnés par un appel à documents auquel près de 500 chercheurs de 70 pays ont répondu par des propositions. La conférence a attiré une assistance nombreuse et variée d'environ 300 participants, dont de hauts fonctionnaires d'institutions des Nations Unies telles que le BIT, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU Femmes et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). D'autres organisations et réseaux internationaux étaient représentés, tels que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Réseau intercontinental pour l'économie sociale et solidaire (RIPESS), les Rencontres du Mont-Blanc et le Comité économique et social européen (CESE).

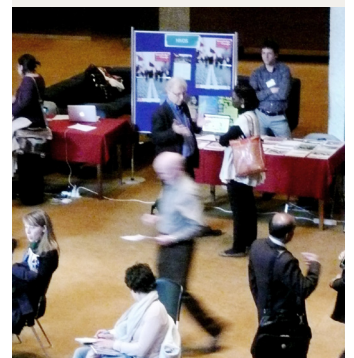
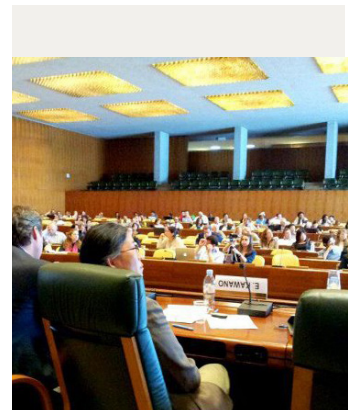
Des spécialistes de l'ESS et des doctorants ont aussi présenté leurs travaux dans le cadre de deux manifestations parallèles, un forum pour les premiers et une séance de présentation d'affiches pour les seconds. Immédiatement après la conférence, le Service de liaison non gouvernemental des Nations Unies (SLNG) a organisé une séance spéciale sur le thème Finance alternative et monnaies complémentaires, tandis que le BIT a tenu une réunion sur les relations syndicats-coopératives.

Les 38 documents de la conférence ont fourni quantité d'informations, tant sur le rôle de l'ESS dans les démarches de développement qui se veulent solidaires, durables et justes, que sur l'action que peuvent mener les gouvernements pour aider l'ESS à réaliser son potentiel.

Cette note met en évidence les principales questions traitées et débattues. Les noms entre parenthèses sont ceux des intervenants à la conférence. Pour prendre connaissance de leurs communications et exposés (en anglais pour la plupart), prière de se rendre à l'adresse suivante: www.unrisd.org/sse-draftpapers.

Qu'est-ce au juste que l'ESS? Quel est son potentiel de développement et d'émancipation?

Il est apparu pendant la conférence que l'expression "économie sociale et solidaire" recouvrait des formes très variées de production et d'échanges. Elles ont en commun des objectifs économiques et sociaux explicites: elles rétablissent le lien entre activité économique, valeurs éthiques et justice sociale, visent à satisfaire les besoins des populations, à renforcer la résilience, développer les capacités humaines, émanciper les femmes, favoriser la démocratie au travail, et encourager des modes de



Séances et documents de la Conférence

- Séance d'ouverture
1. Conceptualisation de l'ESS
 2. ESS, régimes sociaux et prestation de services sociaux
 3. ESS et développement local
 4. ESS, politiques publiques et droit
 5. ESS et dynamique du genre
 6. Économie politique de l'ESS et action collective
 7. Le marché comme moyen de développer l'ESS
 8. ESS, résilience et développement durable
- Séance de clôture: Priorités de la recherche, politiques et action
- Séance spéciale: Finance alternative et monnaies complémentaires (organisée par le SLNG)

Documents, exposés et podcasts (en anglais pour la plupart) à la page www.unrisd.org/sse-draftpapers.



“La maîtrise collective des excédents dans l'économie solidaire jette les bases nécessaires au recul des fortes inégalités qui caractérisent la société capitaliste.”

—Blanca Lemus
et David Barkin,
Universidad Autónoma,
México

“Une solide économie sociale est vitale pour un développement économique durable et la création d'emplois, ainsi que pour des entreprises productives, lucratives et durables et un secteur public viable.”

—Guy Ryder,
Directeur général, BIT

vie, de production et de gouvernement plus soucieux à la fois des êtres humains et de l'environnement. L'ESS se caractérise par des valeurs et relations associées à la solidarité, la coopération, la réciprocité et la justice distributive. L'attrait théorique de l'ESS et sa pertinence pour les efforts déployés à notre époque pour repenser le développement tiennent précisément au fait qu'elle se prête à la prise en compte de dimensions multiples du développement. Elle favorise simultanément le dynamisme économique, la protection sociale et environnementale et l'émancipation sociopolitique.

Comme expression générique, elle rassemble différentes conceptualisations et stratégies: les débats à la conférence ont révélé une grande diversité et parfois même des conflits d'opinions. Parlant de l'ESS en l'Amérique latine, plusieurs intervenants ont souligné son caractère “non capitaliste”, entendant par là une propriété collective, des modes alternatifs d'appropriation et de distribution des excédents et des rapports sociaux qui ne sont pas fondés sur l'exploitation (Blanca Lemus et David Barkin, Maria Victoria Deux Marzi). Dans une telle optique, il semble que, pour comprendre l'ESS, il soit aussi nécessaire de se doter d'un cadre épistémologique différent, qui aille au-delà de l'économie néoclassique (Anup Dash, Suzanne Bergeron et Stephen Healy).

Les intervenants d'Asie et d'Afrique, en revanche, se sont souvent intéressés davantage au rôle des organisations communautaires et des ONG prestataires de services sociaux, et au développement d'un mouvement d'entreprises et d'entrepreneurs sociaux qui gardent certaines caractéristiques, dont celle de la recherche du profit (Benjamin Quiñones, Michael Cañares).

Les intervenants ont aussi souligné l'importance de différentes formes d'action collective réunissant des travailleurs et des producteurs pour mobiliser des ressources et formuler des revendications; ils ont donné l'exemple des femmes qui se regroupent pour s'entraider, d'ouvriers dans des “usines récupérées”, des mouvements nationaux et internationaux de ramasseurs de déchets, et des coopératives de producteurs agricoles. La gestion par les collectivités de ressources communes, comme les forêts, est une autre caractéristique de l'action collective (Bina Agarwal).

Le débat a aussi porté sur la possibilité d'introduire une plus grande justice entre les sexes et d'améliorer les règles du travail dans les différents types d'organisations et d'entreprises de l'ESS. Si certains intervenants ont mis en évidence le pouvoir d'émancipation de l'ESS, d'autres ont fait remarquer qu'en fait, les conditions structurelles ou culturelles—telles que les rapports sociaux traditionnels entre hommes et femmes—risquent d'empêcher les femmes d'être parties prenantes aux organisations et aux entreprises de l'ESS. Dans de telles situations, même l'ESS peut avoir

ses “citoyen(ne)s de seconde zone” (Carolina Contreras Arias et al., Isabelle Hillenkamp et al.).

Le débat sur la nature de l'ESS s'est étendu au domaine de la finance. On a pu constater de nettes différences d'approche entre, d'une part, les projets de monnaie communautaire ou complémentaire qui ont une dimension collective et territoriale et, d'autre part, des formes plus conventionnelles de microfinancement destinées à donner un coup de pouce à des individus et des micro-entreprises (Jean-Michel Servet, Marie Fare).

Divers intervenants ont souligné la nécessité de concevoir une ESS ouverte à de multiples formes (José Luis Coraggio, Peter Utting, Jean-Louis Laville, Emily Kawano, Joana S. Marques) et capable de donner naissance à un vaste mouvement mondial.

Comment l'ESS pourrait-elle se développer?

Les possibilités considérables que recèle l'ESS à la fois pour le développement durable et la justice sociale et environnementale ont tenu une grande place dans les discussions à la conférence.

De nombreux intervenants ont émis l'idée que les multiples crises—financières, environnementales et alimentaires—préparaient le chemin de l'ESS. Elle créent des conditions favorables à ce que l'ESS supplée, ou même se substitue à certaines formes traditionnelles d'entreprises (Carina Millstone).

La conférence n'a pas ignoré non plus les tensions qui accompagnent cette expansion de l'ESS. À mesure que croîtront ses organisations et entreprises ou qu'elle-même connaîtra une expansion horizontale, l'ESS risque de devoir choisir entre ses caractéristiques économiques, sociales, environnementales et émancipatrices pour privilégier les unes aux dépens des autres. La pression

Porquoi l'ESS?

Divers changements d'orientation d'ordre économique, institutionnel, politique et culturel semblent actuellement favoriser l'expansion de l'ESS et une évolution des formes d'organisation. Ce sont notamment:

- la pression et les défaillances du marché qui poussent des travailleurs et des producteurs à s'associer pour sécuriser leurs moyens d'existence, accroître leur pouvoir de négociation et réduire les coûts de transaction;
- le nombre croissant de gouvernements et d'organisations régionales et internationales ayant des lois ou des règles, des politiques et des programmes qui soutiennent l'ESS sous différentes formes;
- les mouvements de travailleurs, de petits cultivateurs, de femmes, de consommateurs, d'écologistes, entre autres, et les ONG et réseaux d'universitaires qui plaident pour l'ESS et la défendent; et
- la diffusion de valeurs et de courants philosophiques tels que ceux que véhiculent les notions et expressions de souveraineté alimentaire, du Buen Vivir, de décroissance, de responsabilité des entreprises et de volonté de simplicité.

et les limites du marché, les idéologies politiques, la faiblesse des compétences de gestion et le manque de savoir-faire peuvent changer la nature des organisations (Abhijit Ghosh). Plus les coopératives ou organisations du commerce équitable s'intègrent dans les relations marchandes et les chaînes de valeur mondiales, plus elles risquent de voir leurs valeurs et leur gouvernance démocratique se relâcher et plus les pratiques de la responsabilité sociale des entreprises risquent de supplanter la philosophie de l'ESS qui vise à l'autonomisation des petits producteurs (Darryl Reed).

L'expansion dans le domaine de la prestation de services sociaux a parfois eu pour effet de réduire des organisations de l'ESS à l'état pratiquement de prestataires de services pour l'État, ce qui pose problème lorsque l'État, qui doit pourvoir aux besoins essentiels de la population, risque ainsi de se dégager en partie de sa responsabilité.

La croissance et l'expansion géographique posent donc des difficultés majeures. Les intervenants ont mis en évidence les éléments suivants qui sont essentiels pour que l'ESS puisse se développer tout en conservant ses caractéristiques essentielles:

- La mesure dans laquelle certaines initiatives de l'ESS pourront se développer dépendra du report de la confiance entre les personnes, de la réputation des dirigeants les plus emblématiques du système, et de la capacité à soutenir l'innovation institutionnelle (Georgina Gómez).
- Les organisations de l'ESS devraient mieux cultiver leur "image de marque", en insistant sur la valeur éthique que leurs activités ajoutent à la société et les moyens de la mesurer et de l'accroître. Elles peuvent ainsi se faire une place parmi les décideurs chargés de définir les politiques sociales et économiques (John-Justin McMurtry).
- Les organisations de l'ESS devraient se doter de stratégies et être constamment attentives aux opportunités de croissance dans leur contexte sociopolitique propre.
- Les organisations de l'ESS peuvent être en mesure de surmonter ou de contourner les contraintes liées au financement et au traitement conventionnel de l'argent en passant par les banques sociales, en recourant aux monnaies complémentaires et en nouant de nouveaux partenariats avec les banques nationales de développement.
- Les organisations de l'ESS devraient prendre des mesures pour veiller à ce que les groupes défavorisés en leur sein puissent continuer à faire entendre leur voix.

Comment les gouvernements peuvent-ils et devraient-ils promouvoir l'ESS?

Les mesures qu'il convient aux gouvernements de prendre pour promouvoir l'ESS ont été un sujet de débat majeur à la conférence.

Dans certains cas, les gouvernements et organisations intergouvernementales encouragent l'ESS par les politiques publiques et la loi (Leandro Morais, Justine Nannyonjo). Les exposés portant sur l'Amérique latine, l'Europe et le Québec ont cité de nombreux exemples dans lesquels le soutien de l'État ou la législation aident les organisations de l'ESS à se regrouper, à croître et mieux rivaliser avec les entreprises à but lucratif. Dans certains cas, ce sont les pouvoirs publics locaux, plus proches de la société civile, qui jouent un rôle clé auprès de l'ESS (Milford Bateman).

Cependant, comme l'ont fait observer de nombreux intervenants, les rapports entre les organisations de l'ESS et l'État sont complexes. Des amendements apportés à la loi sur les coopératives, par exemple, dans le but annoncé de remédier aux handicaps des coopératives face à la concurrence, risquent en fait de compromettre leur capacité à contribuer au développement durable (Hagen Henry). De même, l'engagement par contrat d'organisations de l'ESS pour la fourniture de services, de soins de santé par exemple, peut être pour les gouvernements un moyen de ne pas assumer directement la responsabilité de la prestation de ces services (Golam Sarwar). Les rapports avec l'État peuvent aussi restreindre l'autonomie des organisations de l'ESS. Si certains gouvernements ont déployé des efforts louables pour soutenir l'ESS, certaines formes d'intervention gouvernementale risquent d'entretenir la dépendance et de menacer l'autonomie de gestion, qui est justement ce qui distingue l'ESS du secteur public (Bénédicte Fonteneau, Lynn Ossome, Cecilia Rossel).

Porquoi aux Nations Unies?

Si l'intérêt que la société civile, les universitaires et certains milieux gouvernementaux portent à l'économie sociale et solidaire s'est sensiblement accru, il n'en est pas de même des organisations et des négociations intergouvernementales. On peut s'en étonner, étant donné l'important potentiel que recèle l'ESS vis-à-vis des deux démarches prônées par les Nations Unies, à savoir le développement durable et le développement fondé sur des droits. L'ESS semble avoir un potentiel particulièrement adapté pour relever les grands défis du développement à notre époque – par exemple la sécurité alimentaire, le développement rural, l'égalité entre les sexes, l'économie informelle et le travail décent.

Mais comment faire pour que ce potentiel de l'ESS se concrétise en pratique? Nul n'est mieux placé que les Nations Unies pour se poser cette question et y répondre. L'ONU peut examiner des expériences originaires de toutes les régions du monde et réunir divers secteurs de la société. Si des types particuliers d'organisations de l'ESS comme les coopératives jouissent d'une bonne reconnaissance, l'attention portée à l'ESS en général aux Nations Unies a été rare et fragmentée, à l'exception notable de l'Académie sur l'économie sociale et solidaire de l'OIT qui a réalisé un travail de pionnier sur ce sujet.

“L'économie sociale et solidaire est vraiment devenue un mouvement mondial.”

—Paul Singer, Secrétaire national de l'Economie solidaire, Brésil

“L'économie sociale et solidaire a le pouvoir de rassembler des pratiques apparemment disparates et isolées et d'essayer de les articuler [pour en faire] un système économique différent.”

—Emily Kawano, Centre pour l'économie populaire et RIPPES

Dans certains cas, les efforts de l'État peuvent même nuire aux objectifs de l'ESS, lorsque les politiques confinent les organisations de l'ESS dans un espace politique ou un rayon d'action trop restreint (Marcelo Saguier et Zoe Brent). Enfin, les intervenants ont aussi cité des cas où le soutien de l'État fait cruellement défaut (Cristina Grasseni et al., Neetu Choudhary).

Comment l'action collective sert-elle les objectifs de l'ESS?

Quel que soit le contexte politique, la capacité des acteurs de l'ESS à s'organiser collectivement pour peser dans la mobilisation de ressources, les décisions et les institutions qui ont une incidence sur leur vie reste un facteur crucial. Comme l'ont relevé les exposés et discussions de la conférence, l'action collective a besoin:

- d'organisations intermédiaires légitimes et efficaces qui s'expriment au nom des acteurs de l'ESS, représentent et défendent les intérêts de l'ESS et participent à l'élaboration des politiques au moyen de consultations (Marguerite Mendell et Béatrice Alain);
- de défendre des causes à des niveaux multiples, local, national et international (Angelique van Zeeland);
- d'alliances intersectorielles entre acteurs et réseaux de l'ESS (Marlyne Sahakian et Christophe Dunand).

La dynamique interne des organisations de l'ESS est, elle aussi, un élément important qui peut favoriser ou entraver la réalisation de leurs objectifs sociaux et économiques. Elle est influencée par des facteurs tels que le capital social et l'homogénéité des membres (Manase Kudzai Chiweshe). Plus les organisations admettent en leur sein des membres divers et hétérogènes, plus les coûts de transaction (la coordination par exemple) deviennent difficiles à gérer (Roldan Muradian). Le succès avec lequel les organisations de l'ESS atteignent leur objectif social d'émancipation des femmes peut dépendre par exemple de la proportion des femmes (comparée à celle des hommes) dans l'organisation et les structures de gouvernance.

Plusieurs intervenants ont fait valoir que l'action collective pouvait aider à réaliser le potentiel

l'ESS peuvent être un moyen d'amplifier leur voix et de contester les déséquilibres des forces (Ananya Mukherjee-Reed et Darryl Reed). De manière générale, les mouvements de l'ESS peuvent être le lieu où sont remis à l'honneur des objectifs, pratiques et valeurs écartés ou mal interprétés dans les politiques (Ana Cecilia Dinerstein).

Quelles seront les prochaines étapes?

L'UNRISD procédera à une synthèse des conclusions des recherches qui ont été présentées à la conférence et la publiera dans la série Recherches et politiques, ainsi qu'une vue d'ensemble. Des projets de documents de la conférence, des fichiers Powerpoint et des podcasts de chaque exposé sont réunis à l'adresse suivante: www.unrisd.org/sse-draftpapers. Certains documents seront révisés pour être publiés sur d'autres supports ou sous d'autres formes.

Les conclusions des recherches seront vraisemblablement présentées lors de diverses manifestations régionales et mondiales, notamment à la 5e Réunion intercontinentale de l'économie sociale solidaire (RIPESS) (Philippines, octobre 2013), au Forum mondial Convergences 2015 (France, septembre 2013), au deuxième Forum mondial de développement économique local (Brésil, octobre 2013) et aux Rencontres du Mont-Blanc (France, novembre 2013). Elles fourniront aussi matière à réflexion à ceux qui, aux Nations Unies, établiront un nouveau programme de développement destiné à succéder aux actuels Objectifs du Millénaire pour le développement.

Soutien apporté à la conférence

La manifestation a été co-organisée avec le BIT en partenariat avec le SLNG, Hivos, la Fondation Rosa Luxemburg et la Ville de Genève. Le Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise, unité Coopératives, l'Académie sur l'économie sociale et solidaire et le Département de l'appui aux partenariats et programmes extérieurs de l'OIT ont aussi apporté une contribution financière et une aide en personnel. Le soutien de ce dernier département s'est inscrit dans le cadre de l'application

L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est un institut autonome au sein du système des Nations Unies qui se livre à des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de défis contemporains du développement et qui analyse les politiques menées sur ces sujets.

Il s'emploie dans son travail à faire en sorte que l'équité, l'intégration et la justice sociales soient au centre de la réflexion sur le développement, des politiques et de la pratique en la matière.

L'UNRISD est reconnaissant aux gouvernements de la Finlande, de la Suède et du Royaume-Uni qui ont financé son budget ordinaire en 2013. Ses travaux ne seraient pas possibles sans leur appui.



预览已结束，完整报告链接和二维码如下：

https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_20917

